

Brochure n° 3269

**Convention collective nationale**

IDCC : 759. – POMPES FUNÈBRES

■ *Journal officiel* du 17 octobre 2008

**Arrêté du 9 octobre 2008 portant extension d’avenants  
à la convention collective nationale des pompes funèbres (n° 759)**

NOR : MTST0824074A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l’arrêté du 17 décembre 1993 et les arrêtés successifs, notamment l’arrêté du 24 juillet 2008, portant extension de l’accord du 6 mai 1993 relatif à l’adoption de la convention collective nationale des pompes funèbres du 1<sup>er</sup> mars 1974 et de textes la modifiant ou la complétant ;

Vu l’avenant du 17 mars 2008, relatif au travail de nuit, à la convention collective susvisée ;

Vu l’avenant du 17 mars 2008, relatif au contingent d’heures supplémentaires, à la convention collective susvisée ;

Vu la demande d’extension présentée par les organisations signataires ;

Vu les avis publiés au *Journal officiel* du 18 juin 2008 et du 25 juin 2008 ;

Vu les avis recueillis au cours de l’enquête ;

Vu l’avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), rendu lors de la sous-commission du 3 octobre 2008,

Arrête :

### Article 1<sup>er</sup>

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale des pompes funèbres du 1<sup>er</sup> mars 1974, tel que modifié par l'accord du 20 mai 1998, les dispositions de :

- l'avenant du 17 mars 2008, relatif au travail de nuit, à la convention collective susvisée ;
- l'avenant du 17 mars 2008, relatif au contingent d'heures supplémentaires, à la convention collective susvisée, à l'exclusion des termes : « pouvant être utilisé sans l'autorisation de l'inspecteur du travail » figurant à l'antépénultième alinéa de l'article 2 (Contingent d'heures supplémentaires) comme étant contraires au premier alinéa de l'article L. 3121-11-1 du code du travail, dans sa rédaction issue de la loi n° 2008-789 du 20 août 2008 portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail, qui prévoit l'information du comité d'entreprise ou, à défaut, des délégués du personnel, s'il en existe.

### Article 2

L'extension des effets et sanctions des avenants susvisés est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par lesdits avenants.

### Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 octobre 2008.

Pour le ministre et par délégation :  
*La sous-directrice des relations individuelles  
et collectives du travail,*  
E. FRICHET-THIRION

*Nota.* – Les textes des avenants susvisés ont été publiés au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2008/21, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8 €.